

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2022/207144]

27 NOVEMBRE 2022. — Loi modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social et la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

## Article 1<sup>er</sup>.

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

## Art. 2.

L'article 2 de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 2014, est complété par le 4<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> « accueillant d'enfants »:

a) la personne visée à l'article 3, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

b) la personne qui assure l'accueil d'enfants dans une habitation destinée à un accueil à caractère familial et qui, dans le cadre d'un projet pilote prévu en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire, est engagée par un service d'accueil d'enfants agréé par l'organisme compétent. ».

## Art. 3.

L'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 2014, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Pour l'application des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, le nombre d'années civiles d'occupation comme accueillant d'enfants à prendre en compte est multiplié par une fraction dont le numérateur est égal à 45 et le dénominateur est égal au nombre d'années civiles comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre de l'année civile précédant l'année civile au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996. ».

## Art. 4.

L'article 6 du même arrêté, est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« En exécution de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre d'années civiles d'occupation comme accueillant d'enfants à prendre en compte en application de l'article 5, § 1<sup>er</sup> et 2, est multiplié par une fraction dont le numérateur est égal au dénominateur de la fraction selon laquelle la pension de travailleur salarié est exprimée et le dénominateur est égal au nombre d'années civiles comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre de l'année civile qui précède le décès, sans que la fraction ainsi obtenue puisse être inférieure à l'unité. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2022/207144]

27 NOVEMBER 2022. — Wet tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector en de wet 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

## Artikel 1.

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

## Art. 2.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 2014, wordt aangevuld met de bepaling onder 4<sup>o</sup>, luidende :

"4<sup>o</sup> "onthaalouder":

a) de persoon bedoeld in artikel 3, 9<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

b) de persoon die instaat voor de opvang van kinderen in een woning voor de opvang in gezinsverband en die, in het kader van een pilootproject waarin voorzien is met toepassing van een decretale of reglementaire bepaling, tewerkgesteld is bij een erkende dienst inzake kinderopvang.".

## Art. 3.

Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

" § 4. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2, wordt het aantal in aanmerking te nemen kalenderjaren van tewerkstelling als onthaalouder vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan 45 en de noemer gelijk is aan het aantal kalenderjaren gelegen tussen 1 januari 2003 en 31 december van het kalenderjaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarin de betrokkene de leeftijd, bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996, bereikt.".

## Art. 4.

Artikel 6 van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

"In uitvoering van het eerste lid, wordt, met toepassing van artikel 5, § 1 en 2, het aantal in aanmerking te nemen kalenderjaren van tewerkstelling als onthaalouder vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan de noemer van de breuk waarin het pensioen als werknemer wordt uitgedrukt en de noemer gelijk is aan het aantal kalenderjaren gelegen tussen 1 januari 2003 en 31 december van het kalenderjaar voorafgaand aan het overlijden, zonder dat de aldus bekomen breuk lager kan zijn dan de eenheid.".

**Art. 5.**

L'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 18 mars 2014 et 9 décembre 2014, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 2, le nombre d'années civiles d'occupation comme accueillant d'enfants à prendre en compte et qui comprennent pour chaque année civile au minimum 208 jours équivalents temps plein avant l'application de l'article 10bis de l'arrêté royal n° 50 et, selon le cas, de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996, est multiplié par une fraction dont :

1° le numérateur est égal à 45 et le dénominateur est égal au nombre d'années civiles comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre de l'année civile précédant l'année civile au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996, lorsqu'il s'agit d'une pension de retraite;

2° le numérateur est égal au dénominateur de la fraction selon laquelle la pension en tant que travailleur salarié est exprimée et le dénominateur est égal au nombre d'années civiles comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre de l'année civile précédant le décès, sans que la fraction ainsi obtenue soit inférieure à l'unité, lorsqu'il s'agit d'une pension de survie. ».

**Art. 6.**

L'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 18 mars 2014 et 9 décembre 2014, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 2, le nombre d'années civiles d'occupation comme accueillant d'enfants à prendre en compte et qui comprennent pour chaque année civile au minimum 208 jours équivalents temps plein avant l'application de l'article 10bis de l'arrêté royal n° 50 et, selon le cas, de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996, est multiplié par une fraction dont :

1° le numérateur est égal à 45 et le dénominateur est égal au nombre d'années civiles comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre de l'année civile précédant l'année civile au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996, lorsqu'il s'agit d'une pension de retraite;

2° le numérateur est égal au dénominateur de la fraction selon laquelle la pension en tant que travailleur salarié est exprimée et le dénominateur est égal au nombre d'années civiles comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre de l'année civile précédant le décès, sans que la fraction ainsi obtenue puisse être inférieure à l'unité, dans le cas d'une pension de survie. ».

**Art. 7.**

À l'article 131ter de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, modifié en dernier lieu par la loi du 26 avril 2019, il est inséré un § 1ter rédigé comme suit :

« § 1ter. Pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2023, par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, une pension minimum est attribuée au travailleur indépendant et/ou au conjoint aidant visé à l'article 7bis, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants dans la mesure où il est satisfait aux dispositions de l'article 5, § 4, ou de l'article 6, alinéa 2, ou de l'article 9, alinéa 3, de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social.

Cette pension minimale est égale à une fraction d'un des montants, visés à l'article 152 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, en ce qui concerne la pension de retraite, ou à l'article 33 de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, qui est égale, selon le cas, à la fraction utilisée après application de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72 pour le calcul de la pension de retraite ou de survie dans le régime des travailleurs indépendants. ».

**Art. 8.**

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois :

1° au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à l'exception des pensions de survie calculées sur base d'une pension de retraite qui a pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2022, et;

2° au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2033, à l'exception des pensions de survie suite à un décès avant le 1<sup>er</sup> janvier 2033.

**Art. 5.**

Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 maart 2014 en 9 december 2014, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

“Voor de toepassing van het tweede lid, wordt het aantal in aanmerking te nemen kalenderjaren van tewerkstelling als onthaalouder en dat voor elk kalenderjaar ten minste 208 voltijdse dagequivalenten omvat vóór toepassing van artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 50 en, naargelang het geval, van artikel 5, § 1, derde lid, en van artikel 7, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 23 december 1996, vermenigvuldigd met een breuk waarvan :

1° de teller gelijk is aan 45 en de noemer gelijk is aan het aantal kalenderjaren gelegen tussen 1 januari 2003 en 31 december van het kalenderjaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarin de betrokkene de leeftijd bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 bereikt wanneer het een rustpensioen betreft;

2° de teller gelijk is aan de noemer van de breuk waarin het pensioen als werknemer wordt uitgedrukt en de noemer gelijk is aan het aantal kalenderjaren gelegen tussen 1 januari 2003 en 31 december van het kalenderjaar voorafgaand aan het overlijden, zonder dat de aldus bekomen breuk lager kan zijn dan de eenheid, wanneer het een overlevingspensioen betreft.”.

**Art. 6.**

Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 maart 2014 en 9 december 2014, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

“Voor de toepassing van het tweede lid, wordt het aantal in aanmerking te nemen kalenderjaren van tewerkstelling als onthaalouder en dat voor elk kalenderjaar ten minste 208 voltijdse dagequivalenten omvat vóór toepassing van artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 50 en, naargelang het geval, van artikel 5, § 1, derde lid, en van artikel 7, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 23 december 1996, vermenigvuldigd met een breuk waarvan :

1° de teller gelijk is aan 45 en de noemer gelijk is aan het aantal kalenderjaren gelegen tussen 1 januari 2003 en 31 december van het kalenderjaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarin de betrokkene de leeftijd bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 bereikt wanneer het een rustpensioen betreft;

2° de teller gelijk is aan de noemer van de breuk waarin het pensioen als werknemer wordt uitgedrukt en de noemer gelijk is aan het aantal kalenderjaren gelegen tussen 1 januari 2003 en 31 december van het kalenderjaar voorafgaand aan het overlijden, zonder dat de aldus bekomen breuk lager kan zijn dan de eenheid, wanneer het een overlevingspensioen betreft.”.

**Art. 7.**

In artikel 131ter van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 april 2019, wordt een § 1ter ingevoegd, luidende :

“§ 1ter. Voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2023, wordt, in afwijking van § 1, eerste lid, 2°, aan de zelfstandige en/of aan de meewerkende echtgenoot, bedoeld in artikel 7bis, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, een minimumpensioen toegekend voor zover die beantwoordt aan de bepalingen van artikel 5, § 4, of van artikel 6, tweede lid, of van artikel 9, derde lid, van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector.

Dat minimumpensioen is gelijk aan een breukgedeelte van één van de bedragen, bedoeld in artikel 152 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, voor wat het rustpensioen betreft, of in artikel 33 van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector, dat gelijk is, naargelang het geval, aan de breuk die na de toepassing van artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72 in aanmerking genomen werd voor de berekening van het rust- of overlevingspensioen in de regeling voor zelfstandigen.”.

**Art. 8.**

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan :

1° ten vroegste op 1 januari 2023, met uitzondering van de overlevingspensioenen berekend op basis van een rustpensioen dat daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 december 2022 ingegaan is en;

2° ten laatste op 1 januari 2033, met uitzondering van de overlevingspensioenen ten gevolge van een overlijden voor 1 januari 2033.

**Art. 9.**

Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions modifiées par la présente loi.

**Art. 10.**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions,  
K. LALIEUX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

—————  
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 55-0843 (2019-2020)

Compte rendu intégral : 17 novembre 2022.

**Art. 9.**

De Koning kan de bepalingen, gewijzigd bij deze wet opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

**Art. 10.**

Deze wet treedt in werking op 1 januari 2023.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 november 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
K. LALIEUX

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 55-0843 (2019-2020)

Integraal verslag : 17 november 2022.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2022/203593]

**5 JUILLET 2022.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 7 décembre 2021, conclue au sein de la Commission paritaire pour les grossistes-répartiteurs de médicaments, relative à l'octroi d'une prime corona en exécution de l'accord sectoriel 2021-2022 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour les grossistes-répartiteurs de médicaments;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 7 décembre 2021, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les grossistes-répartiteurs de médicaments, relative à l'octroi d'une prime corona en exécution de l'accord sectoriel 2021-2022.

**Art. 2.** Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

—————  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2022/203593]

**5 JULI 2022.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 december 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen, tot toekenning van een coronapremie in uitvoering van het sectorakkoord 2021-2022 (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 7 december 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen, tot toekenning van een coronapremie in uitvoering van het sectorakkoord 2021-2022.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juli 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

—————  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.